



Demokarasi : Démocratie  
Gukora : Travail  
Ugusabikanya : Equité

REPUBLIQUE DU BURUNDI  
PARTI SAHWANYA-FRODEBU  
CABINET DU PRESIDENT

Président NDADAYE Melchior  
Incungu y'Uburundi na Demokarasi  
Héros National de la Démocratie

---

## Mot liminaire du point de presse tenu par le Parti Sahwanya-FRODEBU en date du vendredi 1<sup>er</sup> juin 2018 à Bujumbura

*Thème central :*

*La Démocratie en danger : Divergence entre les Aspirations du Peuple burundais et ses dirigeants*

**Mesdames messieurs les journalistes, mesdames messieurs,**

1. Le Parti Sahwanya-FRODEBU, premier Parti prônant l'instauration de la Démocratie au Burundi, a été agréé le 23 juillet 1992. En date du 1<sup>er</sup> juin 1993, sous la houlette de son Président, SE Ndadaye Melchior, futur Héros de la Démocratie au Burundi, remporta haut la main les élections présidentielles. Le 29 juin 1993, le Parti remporta les élections législatives à 80%. Depuis lors, le processus Démocratique au Burundi fait son chemin.
2. A l'occasion de ce 25<sup>ème</sup> anniversaire de la Victoire de la démocratie au Burundi, le Parti Sahwanya-FRODEBU tient à remercier tous ceux et toutes celles qui, de près ou de loin, ont continué à appuyer, à soutenir, à encourager le Peuple burundais dans ses efforts de maintenir allumée la lanterne de la démocratie au Burundi.

**Mesdames Messieurs les journalistes,  
Mesdames Messieurs,**

3. L'occasion d'un anniversaire est toujours un moment propice pour établir le bilan du parcours franchi afin d'envisager l'avenir. Vingt-cinq ans après la victoire de la Démocratie au Burundi, le Parti Sahwanya-FRODEBU s'interroge : pourquoi est ce que la démocratie ne se consolide pas malgré tant d'efforts fournis par le Peuple burundais et la Communauté Internationale? Quels sont les principaux obstacles à la démocratisation de notre société?
4. La situation sociopolitique actuelle indique que la Démocratie est sous menace. Beaucoup de faits et d'événements prouvent à suffisance que les acquis de la démocratie sont en train de s'éroder. En effet, à l'exception de quelques dirigeants qui bénéficient de tous les avantages et qui se comportent comme des seigneurs, la grande majorité des burundais vivent dans l'insécurité physique, la pauvreté, la misère, la faim, le chômage et l'ignorance. Ils restent exposés à la mort, à la prison et à l'exil. Dans de telles circonstances, la dignité et la démocratie pour le peuple restent de vains mots, et devient illusoire d'affirmer que le peuple est souverain, source et détenteur du pouvoir.

5. Depuis 1990, le Burundi a connu plusieurs évènements les uns tendant à faire disparaître la démocratie, les autres engagés pour sauvegarder les acquis démocratiques. Plusieurs tentatives ont eu lieu pour créer un environnement favorable à l'éclosion d'une véritable Démocratie au Burundi. Parmi les efforts qui ont été engagés pour restaurer la démocratie, l'on peut citer notamment :
- La Constitution de 1992 qui consacrait la démocratie pluraliste ;
  - La Convention de Gouvernement de 1994 qui mit face à face le Gouvernement et les partis politiques pour parler de la grave crise déclenchée dans la nuit du 20 au 21 Octobre 1993 ;
  - Le Partenariat politique intérieur de 1998 qui prépara les négociations d'Arusha;
  - L'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi en 2000 ainsi que la Constitution de 2005 qui mirent fin à la confrontation ethnique et à une guerre civile fratricide insensée.
6. Malheureusement, tous ces instruments à la fois politique et juridique n'ont pas abouti à la stabilisation du Burundi, à l'unité et à la cohésion du Peuple burundais. Même avec projet de Constitution en voie de promulgation, l'avenir de la démocratie et de la bonne gouvernance est incertain. Rien ne garantit que la dignité, l'unité et la cohésion au sein de la Nation seront rétablis afin de bâtir un véritable Etat de droit, un Etat démocratique au Burundi.
7. **La principale cause de non réalisation des objectifs assignés à la démocratie est une divergence manifeste entre les Aspirations et les priorités du peuple et celles des dirigeants sensés gouverner pour le peuple.** C'est dans cette divergence d'intérêts et de priorités qu'il faut trouver les causes principales des différentes tragédies que le pays a connues et des échecs répétés des instruments ci-dessus mentionnés. En effet, tant que la Société burundaise reste divisée et en perpétuelle crise, tant que les intérêts égoïstes des dirigeants priment sur les aspirations de tout un peuple, il sera difficile voire impossible d'atteindre l'idéal démocratique.
8. **La solution majeure à cette grave situation réside dans le changement de mentalité et de comportement du peuple lui-même, mais aussi et surtout du comportement de ses dirigeants.** Tant que les dirigeants des pouvoirs Exécutif, Législatif et Judiciaire n'auront pas encore compris qu'ils sont réellement au service de la Nation, le Burundi et son Peuple resteront sous la menace de la peur, de l'insécurité, de la pauvreté, de la misère, de la faim, de la maladie, le chômage et de l'ignorance ; le Burundi restera exposé à des menaces d'isolement et de harcèlement par nos partenaires (ZEP, UE, UA, EAC, COMESA, ONU, USA, CPI pour ne citer que les cas les plus récents). Les chances de bâtir une nation digne et démocratique seront à tout moment compromises.
9. Nonobstant toutes ces menaces, il est hors question de céder à la fatigue, au découragement, à la déception, encore moins au désespoir. Le FRODEBU reste engagé et déterminé à poursuivre le combat pour la Démocratie et la dignité de notre Nation jusqu'à la transformation complète de la société burundaise.

A cet effet, à l'occasion de ce 25<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire de la démocratie au Burundi, le Parti Sahwanya-FRODEBU propose ce qui suit:

10. Le pouvoir et son opposition doivent rapidement prendre conscience de la gravité de la crise que traverse notre pays et s'inscrire dans la logique des négociations inclusives, avec les acteurs-clés, pour mettre fin aux souffrances du Peuple burundais, garantir la paix et la sécurité de tous les citoyens sans discrimination et ainsi garantir l'unité et la cohésion du Peuple burundais ;

11. Le Gouvernement doit comprendre que sa mission actuelle est d'unir, de rassurer et de réconcilier tous les burundais en veillant à ce que les acquis de la Démocratie et de la bonne gouvernance ne soient compromis par un groupe d'individus quels qu'il soit.
12. Le Gouvernement a le devoir et l'obligation de comprendre rapidement que **le Burundi se trouve actuellement dans une phase de Mutation**, matérialisée par un passage des régimes militaires dictatoriaux au régime civil démocratique. Il doit aussi comprendre que l'isolement total du Burundi ne constitue pas la meilleure stratégie de mettre le pays à l'abri du colon.
13. L'opposition, dans son ensemble, doit réaliser rapidement que l'union fait la force et mettre fin à tous ce qui la divise en arrêtant rapidement une Vision commune en vue d'être un interlocuteur cohérent et crédible envers la Communauté Nationale et Internationale face au pouvoir en place.
14. Enfin, le Gouvernement et les partis politiques doivent s'inscrire dans la logique de la **mise en place d'une Ecole pour la Démocratie au Burundi et ainsi promouvoir une Nouvelle Génération Politique qui prendra la relève après la génération actuelle**. Ceci permettra à cette Nouvelle Génération de bâtir une Nation digne, unie, prospère et réconciliée, un peu plus que la génération actuelle qui reste prisonnière de notre passée douloureux.

Bujumbura le 1<sup>er</sup> Juin 2018

